



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

CFAI Région Nord Pas de Calais

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

CFAI Région Nord Pas de Calais

ZI de la Pilaterie 3 rue des Châteaux 59703 MARCQ EN BAROEUL CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143000010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

CFAI Région Nord Pas de Calais

ZI de la Pilaterie 3 rue des Châteaux 59703 MARCQ EN BAROEUL CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association CFAI Région Nord Pas de Calais,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CFAI Région Nord Pas de Calais relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 24 juin 2024

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

CFAI REGION NORD PAS DE CALAIS

4 rue des Chateaux

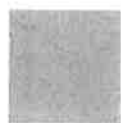
59703 MARCQ EN BAROEUL CEDEX

03.28.33.61.61

Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2023

Bilan et Compte de résultat



BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	60 488		60 488	60 488
Immobilisations incorporelles en cours	2 626	2 626	(0)	(0)
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	535 729	61 765	473 964	492 224
Constructions	9 253 996	1 856 863	7 397 133	6 513 374
Installations techniques, matériel et outillage industriels	17 364 133	12 713 419	4 650 713	4 219 038
Immobilisations corporelles en cours	3 426 245		3 426 245	113 845
Autres	1 707 121	1 173 599	533 522	473 094
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	1 644		1 644	8 644
TOTAL I	32 351 982	15 808 273	16 543 709	11 880 707
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	8 086		8 086	12 942
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 094 359	178 841	2 915 519	1 965 539
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	5 999 688		5 999 688	6 455 472
Valeurs mobilières de placement	3 386 454		3 386 454	2 004 734
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 247 128		1 247 128	3 126 970
Charges constatées d'avance	83 582		83 582	64 650
TOTAL II	13 819 299	178 841	13 640 458	13 630 307
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	46 171 281	15 987 114	30 184 166	25 511 013

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	5 050 672	3 822 751
Excédent ou déficit de l'exercice	654 853	1 227 921
Situation nette (sous total)	5 705 526	5 050 672
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	11 594 006	10 146 311
Provisions réglementées	64 008	79 683
TOTAL I	17 363 540	15 276 667
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	6 553 632	4 719 612
TOTAL II	6 553 632	4 719 612
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	499 351	484 095
TOTAL III	499 351	484 095
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 010 519	2 000 150
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 522 184	1 284 789
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 155 367	232 862
Autres dettes	263 143	693 625
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	816 430	819 212
TOTAL IV	5 767 644	5 030 639
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	30 184 166	25 511 013

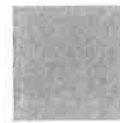
COMPTES DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	655	
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	12 536 369	11 957 392
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	138 164	176 443
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	2 093 717	2 446 060
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	98 604	134 368
Utilisations des fonds dédiés	259 698	156 325
Autres produits	1 192 537	778 438
TOTAL I	16 319 745	15 649 027
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	185 308	269 499
Variation de stock	4 856	(3 602)
Autres achats et charges externes	5 152 150	4 648 372
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	842 959	743 340
Salaires et traitements	4 290 966	4 114 752
Charges sociales	2 055 262	1 924 882
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 514 820	1 280 093
Dotations aux provisions	194 097	74 539
Reports en fonds dédiés	2 093 717	2 446 060
Autres charges	4 407	64
TOTAL II	16 338 540	15 497 999
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(18 796)	151 028
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	153 907	21 129
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	153 907	21 129
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	153 907	21 129

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	135 111	172 157
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		354 306
Sur opérations en capital	953 568	904 993
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	15 675	15 675
TOTAL V	969 243	1 274 974
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	327 174	187 471
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	8 427	8 427
TOTAL VI	335 601	195 899
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	633 642	1 079 075
Participation des salariés aux résultats (VII)	71 260	12 539
Impôts sur les bénéfices (VIII)	42 640	10 773
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	17 442 894	16 945 130
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	16 788 041	15 717 209
EXCEDENT OU DEFICIT	654 853	1 227 921
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe



CFAI REGION NORD PAS DE CALAIS
4 rue des Châteaux
59700 MARCQ EN BAROEUL

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Description de l'activité, et moyens de l'association.

Le CFAI Nord Pas-de-Calais est une association Loi 1901, et qui a pour objet la promotion, l'organisation, la gestion, l'étude de l'apprentissage et la formation d'apprentis.

Ses sources de financement sont :

- Depuis la réforme de l'apprentissage, un nouveau mode de financement est applicable. Les **CFA sont financés** par les opérateurs de compétences selon le mécanisme de « niveau de prise en charge » décidé par les branches professionnelles et régulé par France compétences. En pratique, pour chaque **apprenti** formé, les **CFA** recevront un financement de l'opérateur de compétences : le financement au contrat.
- Les versements, notamment par la branche métallurgie, des fonds dédiés à des mesures d'investissements ou exceptionnelles ou d'accompagnements.
- Les subventions du Conseil Régional.
- Et diverses autres ressources.

Le CFAI dispose de cinq centres de formations répartis sur les principaux bassins d'emploi de la région offrant ainsi la proximité aux jeunes et aux entreprises.

Avec une capacité d'accueil de l'ordre de 1300 apprentis, le CFAI prépare à 46 diplômes :

- 2 CAP,
- 7 BAC PRO,
- 14 BTS,
- 12 Titres professionnels,
- 11 Formations du Supérieur.

* * * * *

ANNEXE

Le total du bilan de l'exercice clos au 31/12/2023 est de 30 184 166 €. Le compte de résultat de ce même exercice présenté sous forme de tableau présente un total de charges de 16 788 041 € et un total de produits de 17 442 894€ pour un résultat de 654 853 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er Janvier au 31 Décembre 2023.

L'ensemble des annexes fait partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

(Code de Commerce - articles 9 et 11 - Décret 83-1020 du 29 Novembre 1983

Articles 7, 21, 24 début, 24-1°, 24-2° et 24-3°)

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été établis et présentés conformément au règlement 2014-03 de l'ANC homologué par l'arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au plan comptable général et Sous réserve des spécificités prévues par le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (art. 111-1 et 111-2).

* IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- constructions	15-50 ans
- agencements et aménagements des constructions	10-15 ans
- matériel de transport	5 ans
- matériel et outillage industriels	8 ans
- logiciels et matériel informatique	3-5 ans
- matériel informatique	3 ans
- mobilier et matériel de bureau	10 ans
- matériel informatique (UIMM)	4 ans
(4 ans base UIMM afin de bénéficier d'un accompagnement financier).	

Les subventions sont rapportées au compte de produits au fur et à mesure de l'amortissement du matériel correspondant.

*** STOCKS**

Ceux-ci ont été calculés selon un inventaire physique par centre de gestion et évalués suivant la méthode <<Premier entré, Premier sorti>>.

*** VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

*** CREANCES**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

*** INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

Depuis l'exercice clos le 31 décembre 1992, une provision pour indemnité de départ en retraite est comptabilisée.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, son montant s'élève à 499 351 €.

Cette provision pour indemnité de départ à la retraite a été réactualisée sur l'année 2020 dans son mode de calcul, par l'ajout des éléments suivants ou modifications de certains critères :

- Taux de turnover ;

- 1) La base des salariés retenue ne comprend que les salariés qui disposent d'un CDI.
- 2) Les motifs de départ tiennent compte des seules prévisions de démission à l'exclusion de toute autre hypothèse de départ avant l'âge de retraite (notamment licenciements, ruptures conventionnelles...etc.).
- 3) Ce taux de turnover est actualisé sur toutes les années restantes pour le salarié jusqu'à son départ à la retraite.

- Les salaires ;

- 1) Un taux de revalorisation annuelle des salaires est appliqué depuis 31/12/2020, il s'agit d'un taux moyen lissé sur 3 ans. Le taux utilisé à la clôture des comptes est de : 2.54 %.
- 2) Ce taux de revalorisation est également actualisé sur toutes les années restantes pour le salarié jusqu'à son départ à la retraite.

Provision complémentaire :

Suivant un accord historique, l'entreprise verse un complément de départ en retraite de 706 €. Une provision complémentaire à hauteur de ce montant est ajoutée au calcul de la PIDR, cette provision est également ramenée au prorata du nombre d'années restantes pour l'ensemble des salariés.

Cette provision pour indemnité de départ à la retraite a été calculée individuellement selon la formule suivante :

$$V = S \times N \times Ts \times Tt$$

S : Salaire mensuel de base au 31 décembre 2023 retraits des indemnités de chômages partiels

N : Nombre de mois acquis au 31 décembre 2023 selon convention collective

Ts : Taux de survie déterminé selon l'âge de l'individu à l'aide d'une grille de mortalité

Tt : Probabilité de fin de carrière dans l'entreprise par application du taux de Turn Over sur les trois dernières années

Depuis l'opération séparation juridique des deux activités, les deux associations ont conclu des conventions de mise à dispositions du personnel. Un avenant a été établi pour définir les modalités de prise en charge de la provision et de l'indemnité de départ à la retraite.

Une régularisation pour « répartir la charge » est constatée à la fin de chaque exercice dans la comptabilité de chacune des deux associations. Cette régularisation tient compte de la moyenne sur 5 ans de l'affectation des différentes personnes.

• **EVENEMENTS IMPORTANTS de l'exercice 2023**

Hausse des produits d'apprentissage à hauteur de +580 K€, soit 5% en lien avec la hausse des effectifs.

Le chiffre d'affaires du CFAI et les écritures de fin d'année ont été calculé à partir de la base YPAREO pour la première année. Ce changement de méthode engendre un complément de chiffre d'affaires de 380 K€ en 2023.

Une perte sur exercices antérieurs a été constatée pour les contrats SAS à hauteur de 313 K€, dû à une erreur de comptabilisation sur les exercices précédents.

Les investissements s'élèvent à 2 900 K€ sur l'exercice 2023 :

. Achat matériel et outillage : 1 801 K€

. Activation de l'immobilisation en cours pour un total de 1 116 K€ dont le bâtiment de Boulogne à hauteur de 1 021 K€

Les immobilisations-en-cours s'élèvent à la clôture à 3 426 K€ dont 2 450 K€ pour le bâtiment de Henin Beaumont et 789 K€ concernant Lille Métropole.

Des subventions d'investissement ont été octroyées par la Région HDF pour l'extension du site de Marcq-en-Barœul (1 900 K€) et 492 K€ pour l'acquisition d'équipement pédagogiques et numériques.

Contributions financières des OPCO pour 2 100 K€ obtenue auprès de l'OPCO 2i en soutien des projets d'investissement d'équipements, immobiliers et de travaux.

• EVENEMENTS POST CLOTURE

Le CFAI n'a pas d'exposition directe en Ukraine et en Russie, néanmoins, ces événements pourraient avoir un impact sur la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers. A la date présente, ces risques sont toutefois difficilement chiffrables et l'association n'est pas en mesure d'évaluer les impacts à moyen et long terme de cet événement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

• CONVENTION DE PARTAGE DE MOYENS ET RESSOURCES

1 - Modalités de répartition des charges communes

Le CFAI Région Nord Pas de Calais et l'AFPI ACM Formation utilisent les mêmes locaux.

Les centres ainsi que les services centraux reçoivent les factures des charges communes : loyers, charges locatives, électricité, alarme, téléphone, etc.... au nom de l'AFPI ACM Formation ou du CFAI Région Nord-Pas de Calais. Il est convenu entre les deux entités de procéder à la répartition des dites charges communes en fonction de l'utilisation de chacune des associations.

2 – Convention de partage de moyens et ressources

Fin 2014, une nouvelle convention de partage de moyens et de ressources est signée entre les deux associations.

Avec pour objet d'organiser la mise en commun par les parties, sans but lucratif, de moyens tant humains que matériels et définir les nouvelles clés de répartition, les conditions et modalités de réalisation ainsi que les obligations réciproques des parties.

Cette convention de partage s'applique à partir de l'exercice 2015.

3 – Point particulier : Mise à disposition du personnel

⇒ Personnel administratif

Le CFAI Région Nord Pas de Calais fait appel aux ressources de l'AFPI ACM Formation et ce de façon permanente pour satisfaire à ses travaux administratifs. Cette mise à disposition est faite en fonction des affectations revues et ajustées par la Direction générale.

⇒ Personnel enseignant

Le CFAI Région Nord Pas de Calais fait également appel au personnel enseignant de l'AFPI ACM Formation en fonction des besoins exprimés et de la disponibilité du personnel sollicité. La mise à disposition des enseignants est mesurée en heures selon un pointage (feuilles de présence)

La facturation du personnel est établie par l'AFPI ACM Formation de façon trimestrielle.

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

(Article 20 de la loi n° 2006 – 856 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif).

Pour l'association, cette information n'est pas fournie car elle aboutirait à faire état de rémunération individualisée.

ENGAGEMENT

R A S.

PARTICIPATION DES SALAIRES

A la suite de la séparation des deux activités un accord a été signé avec les représentants syndicaux pour la création d'une unité économique et sociale entre le CFAI REGION NORD PAS DE CALAIS et AFPI ACM FORMATION. Par ailleurs, l'accord de participation prévoit de faire bénéficier l'ensemble du personnel des deux entités à la participation dégagée par AFPI ACM FORMATION ; Chaque entité prenant en charge la part versée à ses propres salariés.

Pour l'exercice 2023, le calcul de la participation aux résultats de l'entreprise s'élève à 71 260 euros.

INTERESSEMENT

Le 28 juin 2005 signature d'un accord d'intéressement entre l'UES .AFPI ACM FORMATION/CFAI REGION NPDC et le comité d'entreprise de l'UES.

Cet accord est conclu pour une période de trois exercices, le 1^{er} exercice étant celui ouvert le 1^{er} janvier 2005 et clôturé le 31.12.2005.

Le 6 juillet 2005 signature d'un plan d'épargne d'entreprise entre la dite UES et le comité d'entreprise.

Pour 2023, un nouvel avenant relatif à l'intéressement a été conclu. Sa mise en place au titre de l'exercice 2023 fait apparaître un résultat de 229 669 €.

LES PRODUITS

Les ressources essentielles de l'apprentissage pour l'exercice 2023 s'analysent comme suit :

- Contrats d'apprentissage : 10 832 886 €.
- Apprentissage contrats Passerelle : 33 000 €
- Contrats SAS (PAI) : 391 385 €
- Titre Pro/Inter : 310 245 €
- Contrats secteur Public : 143 181 €
- Produits financiers : 153 907 €
- Subvention Nouvelle chance : 112 224 €
- Refacturation du 1^{er} équipement : 270 501 €
- Apprentis Extérieurs Contrat Pro : 395 263 €
- Subvention Conseil Régional de fonctionnement ISTF : 23 040 €
- Prestation Apprentis WorldSkills : 2 900 €

Ventilation de l'effectif moyen CFAI 2023

CATEGORIES	PERSONNEL SALARIE
Employés	5
ETAM	75
Cadres	28
Vacataires	0
TOTAL	108

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

	31/12/2022	Affectation Résultat N	Augmentations	Reprises	31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	0				
Fonds propres avec droit de reprise	0				
Ecart de réévaluation	0				
Réserves	0				
Report à nouveau	3 822 751	1 227 921			5 050 672
Sous total	3 822 751				
Excédent ou déficit de l'exercice	1 227 921	-1 227 921	654 853		654 853
Situation nette	5 050 672	0	654 853		5 705 525
Fonds propres consommables	0				
Subventions d'investissement AP	16 224 791		2 392 836	167 694	18 449 933
Subventions d'investissement HB	250 400				250 400
Subventions d'investissement VAL	5 307 257				5 307 257
Subventions d'investissement BL	249 600				249 600
Subventions d'investissement IFORPA	1 125 782				1 125 782
Sous total Subvention d'investissement	23 157 830		2 392 836	167 694	25 382 972
Provisions réglementées	79 683		15 675		64 008
Total	28 288 185				

Amortissement des subventions

	31/12/2022	+	-	31/12/2023
Subventions d'investissement AP	11 273 432	798 150	167 694	11 903 888
Subv d'investissement AP dérogatoire	42 840		8 427	34 413
Subventions d'investissement HB	17 423	8 699		26 122
Subventions d'investissement VAL	528 445	138 398		666 843
Subventions d'investissement BL	23 596	8 320		31 916
Subventions d'investissement IFORPA	1 125 782			1 125 782
Total général	13 011 518.43	953 568 €	176 121 €	13 788 965

Tableau des fonds dédiés.

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes	4 719 612	2 093 718	259 698			6 553 632	
Ressources liées à la générosité du public							

(Ne pas reporter le montant des centimes)

Cadre A										Désignation de l'entreprise : CEAT REGION NORD PAS DE CALAIS		Néant <input type="checkbox"/>	
IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations							
						Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste					
INCORP.	Frais d'établissement et de développement			TOTAL I	CZ		D8		D9				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			TOTAL II	KD	63 114	KE		KF				
CORPORELLES	Terrains				KG	535 428	KH		KI				
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants L9		KJ	7 593 730	KK		KL				
		Sur sol d'autrui	Dont Composants M1		KM		KN		KO				
		Installations générales, agencements* et aménagements des constructions		Dont Composants M2		KP	512 730	KQ		KR			
		Installations techniques, matériel et outillage industriels		Dont Composants M3		KS	17 595 162	KT		KU			
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *			KV	1 746	KW		KX				
		Matériel de transport *			KY		KZ		LA				
		Matériel de bureau et mobilier informatique			LB		LC		LD				
		Emballages récupérables et divers *			LE		LF		LG				
	Immobilisations corporelles en cours				LH	113 845	LI		IJ				
	Avances et acomptes				LK		LL		LM				
	TOTAL III			LN	26 353 942	LO		LP					
	FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				8G		8M		8T			
Autres participations				8U		8V		8W					
Autres titres immobilisés				1P		1R		1S					
Prêts et autres immobilisations financières				1T	8 644	1U		1V					
TOTAL IV			LQ	0 644	LR		LS						
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)					OG	26 425 700	OH		OJ				

Cadre B				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale* ou évaluation par mise en équivalence			
IMMOBILISATIONS				par virement de poste à poste				Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice			
INCORP.	Frais d'établissement et de développement			TOTAL I	IN		CO		D7		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			TOTAL II	IO		LV	63 114	IX		
CORPORELLES	Terrains				IP		LX	535 428	IZ		
	Constructions	Sur sol propre		IQ		MA	7 593 730	MB	MC		
		Sur sol d'autrui		IR		MD		ME	MF		
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions			IS		MG	774 358	MH	MI	
		Installations techniques, matériel et outillage industriels			IT		MJ	251 540	MK	ML	
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *			IU		MM	37 109	MN	MO	
		Matériel de transport			IV		MP		MQ	MR	
		Matériel de bureau et mobilier informatique			IW		MS		MT	MU	
		Emballages récupérables et divers *			IX		MV		MW	MX	
	Immobilisations corporelles en cours				MY		MZ	1 115 950	NA	NB	
	Avances et acomptes				NC		ND		NE	NF	
	TOTAL III			IV		NG	1 367 491	NH	12 207 224	NI	
	FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				IZ		OU		OW	
Autres participations				IØ		ØX		ØZ			
Autres titres immobilisés				1I		2B		2D			
Prêts et autres immobilisations financières				12		2E	8 644	2G			
TOTAL IV			13		NJ	8 600	NK	1 644	2H		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)					14		ØK	1 376 091	ØL	12 215 925	ØM

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise		CFAI REGION NORD PAS DE CALAIS						Néant <input type="checkbox"/> *	
CADRE A SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *									
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement		CY		EL		EM		EN	
Fonds commercial		RF		RF		RI		RJ	
Autres immobilisations incorporelles		PE	22 319	PF	13 995	PG		PH	36 314
TOTAL I		RK	22 319	RM	13 995	RN		RO	36 314
Terrains		PI	48 890	PJ	22 062	PK		PL	70 952
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR	1 478 898	PS	213 474	PT		PU	1 692 377
	Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	PV	109 804	PW	45 502	PX		PY	155 305
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	11 888 702	QA	1 046 016	QB	251 540	QC	12 683 177
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagements divers	QD	24 931	QE	31 772	QF		QG	56 703
	Matériel de transport	QH		QI		QJ		QK	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	971 451	QM	141 999	QN		QO	1 113 451
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL II		QU	14 522 675	QV	1 500 825	QW	251 540	QX	15 771 965
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)		ØN	14 544 993	ØP	1 514 820	ØQ	251 540	ØR	15 808 278
CADRE B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES									
Immobilisations amortissables	DOTATIONS						REPRISES		Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel			
Frais établissements	M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6		
Fonds commercial	RP	RQ	RR	RS	RT	RU	RV		
Autres immob. incorporelles	N7	N8	P6	P7	P8	P9	Q1		
TOTAL I	RW	RX	RY	RZ	SB	SC	SD		
Terrains	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8		
Constructions	Sur sol propre	Q9	R1	R2	R3	R4	R5		
	Sur sol d'autrui	R7	R8	8 427	R9	S1	S2		
	Inst. gales, agenc et am. des const	S5	S6		S7	S8	S9		
Inst. techniques mat. et outillage	T3	T4		T5	T6	T7	T8		
Autres immob. corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1	U2	U3	U4	U5	U6		
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V4		
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	V7	V8	V9	W1	W2		
	Emballages récup. et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9		
TOTAL II	X2	X3	8 427	X4	X5	X6	X7		
Frais d'acquisition de titres de participations	NL			NM			NO		
TOTAL III									
Total général (I + II + III)	NP	NQ	8 427	NR	NS	NT	15 675		
Total général non ventilé (NP + NQ + NR)	NW		8 427	Total général non ventilé (NS + NT + NU)	NY	15 675	Total général non ventilé (NW - NY)		
							NZ		
CADRE C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *									
Frais d'émission d'emprunt à élargir		Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice				
				Z9	Z8				
Primes de remboursement des obligations				SP	SR				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice N° 2032

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Designation de l'entreprise		CPAI REGION NORD PAS DE CALAIS				Néant <input type="checkbox"/>			
Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4	
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X	79 683	TM		TN	15 675	TO	64 009
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	U		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
	TOTAL I	3Z	79 683	TS		TT	15 675	TU	64 009
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X		4Y		4Z		5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations*	5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	488 395	5W	15 256	5X		5Y	499 351
TOTAL II	5Z	488 395	TV	15 256	TW		TX	499 351	
Provisions pour dépréciation	- incorporelles	6A		6B		6C		6D	
	- corporelles	6E		6F		6G		6H	
	sur - titres mis en équivalence	6J		6K		6L		6M	
	- titres de participation	6N		6P		6R		6S	
	- autres immobilisations financières (1)*	6Q		6R		6S		6T	
	Sur stocks et en cours	6U		6V		6W		6X	
	Sur comptes clients	6Y	17 635	6Z	179 841	6A	37 635	6B	178 841
	Autres provisions pour dépréciation (1)*	6C		6D		6E		6F	
	TOTAL III	6D	37 635	6E	179 841	6F	37 635	6G	178 841
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	6E	601 413	6F	194 097	6G	53 310	6H	742 200
Dont dotations et reprises		- d'exploitation	UE	194 097	UF	37 635			
		- financières	UG						
		- exceptionnelles	UH						
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-I-5e du C.G.I.							10		
(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision									
NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 (I) de l'annexe III au CGI.									

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : CHAI REGION NORD PAS DE CALAIS		Néant <input type="checkbox"/>		
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		
		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	
		A plus d'un an 3		
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	UI	UM	
	Prêts (1) (2)	UP	UR	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations financières	UT	UV	
	Clients douteux ou litigieux	VA		
	Autres créances clients	UX		
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie *	UO		
	Personnel et comptes rattachés	UY		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ		
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM	
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN	
		Divers	VP	
	Groupe et associés (2)	VC		
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR		
	Charges constatées d'avance	VS		
	TOTAUX		VT	VU
	RENOIS	(1) Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD	
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		VE		
		VF		
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		
		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	
		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		
		A plus de 5 ans 4		
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y		
Autres emprunts obligataires (1)		7Z		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG		
	à plus d'1 an à l'origine	VH		
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A		
Fournisseurs et comptes rattachés		8B		
Personnel et comptes rattachés		8C		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D		
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E		
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW		
	Obligations cautionnées	VX		
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J		
Groupe et associés (2)		VI		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ		
Produits constatés d'avance		8L		
TOTAUX		VY	VZ	
RENOIS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ	(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques	
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	VL	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

